Le glyphosate rend confus...

Valse-hésitation au gouvernement ? Le glyphosate semble être partout, même dans la chèvre et le chou, empoisonnant le débat autour de cette substance suspectée d'être cancérogène. Et qui plus est le principal principe actif du désherbant le plus vendu dans le monde, le Roundup, fabriqué par Monsanto.

Le glyphosate semble rendre confus le gouvernement : le 25 septembre, son porte-parole annonçait la fin de son utilisation en France avant le terme du quinquennat. Le lendemain, le Premier ministre ne parlait plus que d'élaborer une stratégie de sortie du glyphosate. Le ministre de l'Agriculture, lui, regarde vers Bruxelles, d'où l'on ne voit rien venir que l'herbe qui verdoie grâce au glyphosate : le vote sur le renouvellement de l'homologation de cette substance, prévu début octobre, est repoussé au mieux fin octobre, si ce n'est en décembre.

Le poison ou la mort ?

750
C'est environ le nombre de produits contenant du glyphosate commercialisés dans le monde.

Mais certains agriculteurs ont toujours l'intention de poudroyer au glyphosate : plusieurs centaines d'entre eux se sont mis sur la paille le 22 septembre au beau milieu des Champs-Élysées pour protester contre son interdiction. Pour eux, c'est le poison ou la mort de leurs exploitations. Une manifestation soutenue par le puissant syndicat agricole **FNSEA**, défenseur de l'agriculture intensive. Pour sa présidente, il faut que la France approuve à Bruxelles la reconduction pour dix ans du glyphosate. Pour elle, le débat scientifique est clair : Il y a trois études qui démontrent la non-dangerosité du glyphosate et une qui affirme le contraire. C'est trois contre un. Le « un » est le Centre international de recherche sur le cancer (**CIRC**), agence de l'Organisation mondiale de la santé (**OMS**), qui l'a déclaré « cancérogène probable pour l'homme » en 2015. Parmi les trois favorables figure un rapport fourni par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (**EFSA**), mais réalisé par son alter ego allemand, le BfR, (*Bundesinstitut für Risikobewertung*). Or il a été découvert que ce rapport contenait au moins une centaine de pages copiées-collées depuis la littérature de Monsanto. C'est ce rapport qui doit aider les pays européens à décider du renouvellement de l'autorisation du glyphosate. Et aussi quels intérêts devront prévaloir.

Zoom : Monsanto persona non grata
Les lobbyistes de Monsanto se sont vu retirer leur droit d'accès au Parlement européen le 28 septembre, à la suite du refus de la multinationale d'être auditionnée par les commissions parlementaires à l'agriculture et à l'environnement le 11 octobre à propos de sa connaissance dès 1999 des dangers du glyphosate, révélée par les « Monsantopapers ».